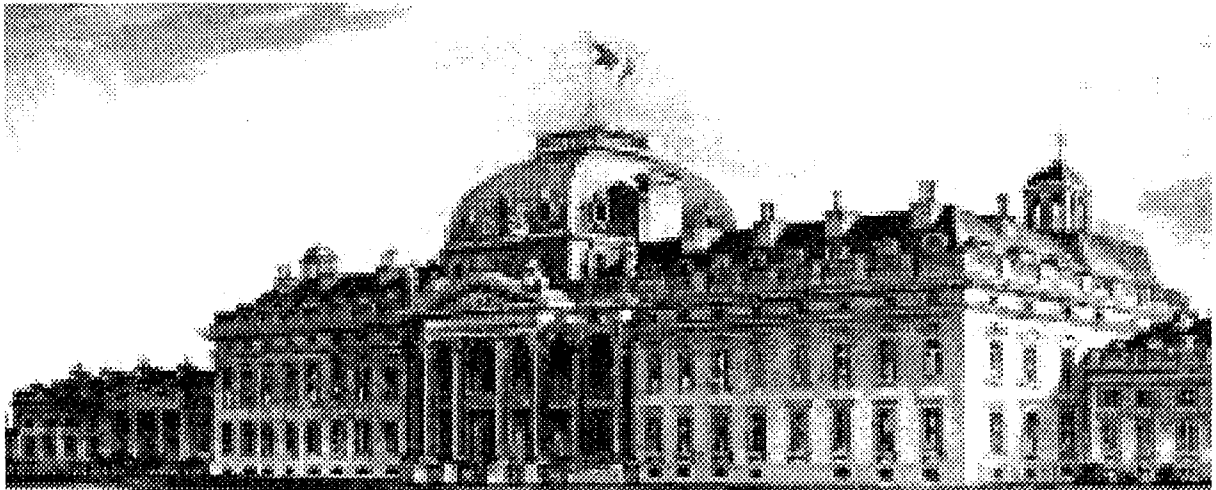


Mémoire de géostratégie



ELEMENTS DE REFLEXION SUR LA STRATEGIE AMERICAINE CONTEMPORAINE

LCL RUTZ

GROUPE A6

Jusqu'à l'effondrement de l'Union Soviétique, la doctrine officielle américaine du *containment* avait efficacement fédéré les démocraties occidentales, tout en conciliant les valeurs et les intérêts de la société américaine. L'euphorie de la victoire dissipée, le monde entier a essayé de lire la nouvelle stratégie de la puissance hégémonique d'un monde devenu unipolaire. Le premier mandat du Président Clinton a pu permettre de douter qu'il y en ait seulement une. Avec la guerre du Golfe on a pu croire au retour d'une stratégie interventionniste, et d'une doctrine militaire classique d'anéantissement, fondée sur la supériorité logistique et technologique et sur des concepts opératifs offensifs. Les crises suivantes ont infirmé cette première analyse, mais il semble bien que ce conflit ait cristallisé les éléments constitutifs d'une nouvelle doctrine qui vise avant tout à pérenniser l'hégémonie des Etats-Unis.

Les tribulations de l'après guerre froide.

Les trois crises symboliques de l'après-guerre froide que sont la guerre du Golfe, l'intervention en Somalie et la Yougoslavie ont jalonné le débat stratégique américain de cette décennie. Au sortir de la guerre froide, la guerre du Golfe a donné une représentation matérielle de la théorie d'un nouvel ordre mondial unipolaire. Par la mise en évidence des travaux irakiens sur les armes de destruction massive, elle a concrétisé l'émergence des menaces de prolifération. Elle a guidé les réflexions qui ont abouti à l'organisation actuelle des forces américaines qui vise désormais à pouvoir traiter simultanément deux conflits régionaux majeurs, par exemple l'Irak et la Corée du Nord. Ce conflit enfin, a confirmé aux yeux des responsables militaires américains que les technologies émergentes constituent la clé d'une hégémonie mondiale.

Le fiasco somalien a apporté une contradiction brutale au wilsonisme qui a caractérisé le premier mandat de Bill Clinton. Cette intervention a largement déconsidéré l'idée de sécurité collective, a relancé le débat sur l'isolationnisme et a discrédité les opérations de maintien de la paix. Depuis lors, il est unanimement admis que les Etats-Unis ont renoncé au rôle de gendarme du monde. Sous la poussée du Congrès, le Président Clinton a officialisé par la directive présidentielle 25, une stratégie d'interventionnisme minimaliste dans les conflits périphériques. Celle-ci pose des conditions très restrictives en préalable à une intervention américaine: l'existence d'intérêts américains, une définition claire des objectifs militaires et diplomatiques, l'existence d'un calendrier contraignant et l'exigence d'une stratégie de sortie. La crise yougoslave a, d'une certaine façon, respecté ces règles minimalistes puisque l'intervention de l'IFOR n'a été décidée qu'après l'identification d'intérêts américains dans la région, la promulgation d'un calendrier imposé par les américains et l'obtention d'un mandat clair de l'ONU.

Du *containment* à l'*enlargement*.

A l'épreuve de ces crises, le concept stratégique américain du *containment* dénué de tout fondement par l'évolution géostratégique a donné naissance à une nouvelle doctrine officielle dénommée *enlargement* (engagement sélectif) qui a été formalisée par Anthony Lake, conseiller du Président pour les affaires de sécurité nationale. Il s'agit de sécuriser le Monde en favorisant l'élargissement de la commu-

nauté des Etats démocratiques. Cette extension sera obtenue par une promotion sélective des principes démocratiques et du libéralisme économique auprès des alliés traditionnels des Etats-Unis et des démocraties émergentes à leur pourtour. Cette doctrine s'inscrit dans une tradition moraliste typiquement américaine. Même si elle constitue le cœur de leur stratégie, la seule défense des intérêts américains ne peut être acceptable comme une fin en soi et nécessite la caution d'une démarche morale. Stratégie monolithique de la guerre froide, le *containment* s'appuyait sur l'existence d'un ennemi identifié qu'il s'agissait d'isoler géopolitiquement et idéologiquement. La diabolisation de la Russie communiste assurait efficacement la compatibilité entre les intérêts américains et la défense de valeurs susceptibles de garantir un soutien de l'opinion publique américaine et occidentale. De même, cette sublimation de l'opposition stratégique justifiait à elle seule que l'on parte toujours de l'hypothèse du pire pour développer une course aux armements tant qualitative que quantitative.

Enlargement et désignation des Etats « hors-la-loi »;

L'*enlargement* tend à substituer à l'ogre soviétique de nouveaux adversaires identiquement diabolisés. Ils sont globalement désignés comme générateurs de chaos : terrorisme, trafic de drogue, prolifération d'armes de destruction massive. Ils sont identifiés comme des associations criminelles ou comme des Etats hors-la-loi (*rogue states*): Iran, Corée du Nord ou Irak. Avant même l'effondrement de l'URSS, les stratégestes américains avaient désigné un petit nombre d'Etats perturbateurs (Iran, Libye, Corée du Nord). Après la disparition de l'URSS ces Etats ont été regroupés sous la dénomination unifiante de *rogue states* et plus tard collectivement désignés comme ennemis. Vis à vis de ces états le discours stratégique américain a successivement emprunté deux démarches : la classification analytique ou la politique de globalisation agrégante.

La première démarche consiste à tenir à jour et à réviser périodiquement la liste des états dangereux ou hostiles (*black list*). Il s'agit, preuves à l'appui, de désigner individuellement à l'opinion mondiale et à l'opinion intérieure chacun de ces Etats afin de les isoler diplomatiquement puis de les sanctionner éventuellement. L'établissement de cette liste nécessite au préalable la création de critères objectifs disqualifiants : financement ou recours au terrorisme, financement ou participation au marché de la drogue, détention ou acquisition ou action de prolifération d'armes de destructions massives.

La seconde démarche consiste à regrouper ces Etats et d'autres et de les agglomérer avec des entités criminelles non-étatiques dans une catégorie globalisante : *rogue states*, *backlash states*, *outlaw states*, *bullies*... Cette démarche unifiante amorcée au lendemain de la guerre du Golfe puis réactivée par la crise coréenne s'est rapidement imposée dans la communauté stratégique américaine. Elle tendait à remplacer l'Union Soviétique par une menace comparable : « l'Empire Soviétique a été remplacé par quelque chose de très différent - un Irak, une Corée, d'autres démons et dangers de natures régionales ». (Général Colin Powell, 1er septembre 1993). Un même souci de dramatisation et de disqualification caractérise ces diverses dénominations terminologiques. La catégorie unifiante des *rogue states* combine plusieurs diagnostics :

Militaire : potentiel militaire conventionnel; détention d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques; possession de missiles à courtes et longues portées.

Géopolitique : ambition hégémonique régionale; existence de contentieux de voisinage; visées territoriales.

Politique : régime politique et mécanismes de décisions dominés par un despote ou une dictature militaire; absence d'un ou de plusieurs critères démocratiques.

Economique : part prépondérante de l'Etat dans l'économie; réticence à adopter l'économie de marché.

Psychopolitique : irrationalité; imprévisibilité des dirigeants.

Cette seconde démarche plus élastique permet d'englober les Etats proliférants (Pakistan), les Etats rebelles (Cuba) et les dictatures post-communistes (Serbie, Syrie)... Elle permet aussi de mettre en évidence les risques et potentialités « *rogue* » d'Etats qui ne sont pas, pour autant, mis à l'index (Chine, Russie...).

Une typologie des Etats.

La notion d'Etat « hors la loi » participe d'une démarche typologique qui distingue quatre types d'Etats : démocraties de marché, Etats en transition vers la démocratie et le libéralisme de marché, *rogue states* (marqués par un excès d'étatisme) et *failed states* (Etats défaillants, souffrant d'un déficit d'Etat).

La notion d'Etats faillis ou défaillants est en fait apparue dans le discours stratégique américain au début des années 1990. Elle affleure dès 1991 chez les théoriciens de la guerre qui observent que la majorité des conflits depuis 1945 ont été des guerres civiles. Ils expliquent par l'effondrement des structures internes de l'Etat (*collapse*) le phénomène géopolitique dominant de l'époque : les « *low intensity wars* », non conventionnelles (non clausewitzziennes). Ce constat renforce la position des partisans de la sécurité collective qui aboutissent à un constat identique : les risques de désintégration des Etats nécessitent un renforcement de l'assistance économique auprès des jeunes démocraties. Ils préconisent donc une forte implication des Etats-Unis dans les expéditions humanitaires et les opérations de maintien de la Paix mandatées par les Nations Unies. La notion d'Etats faillis initialement appliquée aux zones de sous-développement endémique (Somalie, Liberia, Sierra Leone, Rwanda, Afghanistan, Haïti...) a très vite été étendue aux crises intervenant dans les pays de l'ex-bloc communiste (Yougoslavie, Géorgie, Haut-Karabakh...). Un Etat failli se caractérise par l'existence de problèmes suffisamment sérieux pour compromettre sa cohérence et sa pérennité. L'Etat failli (*failed*), troublé (*troubled*), ou faible (*weak*) est doublement défaillant :

Au plan intérieur : il ne peut faire face au critère crucial de la souveraineté nationale. Par suite de rivalités ethniques tribales ou religieuses engendrant des désordres internes, des violations des Droits de l'homme, des déplacements de réfugiés et l'effondrement local de l'état de droit, il n'a plus la capacité à assurer la protection et les droits des populations vivant à l'intérieur de ses frontières.

Au plan extérieur : il ne peut tenir son rang comme membre de la Communauté Internationale.

Extensive, la notion de défaillance peut s'appliquer durablement ou temporairement à n'importe quel Etat : aux Etats en transition, aux *rogue states*, et même aux démocraties de marché. En combinant les diagnostics de défaillance des Etats (probabilité, intensité) et les critères de puissance et de proximité, les Etats-Unis établissent une échelle de menaces. Une défaillance de faible intensité d'un pays puissant ou voisin figurera en tête des menaces : on tentera de la prévenir ou de l'enrayer. En revanche, l'implosion d'une petite entité nationale lointaine ne pourra relever que du souci humanitaire. On y interviendra éventuellement sur la base des critères de la directive présidentielle 25 de 1994.

***Enlargement* et promotion du libéralisme économique.**

La doctrine de l'*enlargement* a pour cibles prioritaires les pays s'inscrivant dans les deux premières catégories de la typologie. Ils servent de têtes de pont pour la diffusion des principes de démocratie et de libéralisme économique qui doivent s'étendre à la manière de taches d'huile.

Dans la continuité du *containement*, les Etats-Unis se sont à nouveau auto-investis d'une mission de protection de la démocratie qu'ils assumeront désormais par la promotion du libéralisme économique. Ils s'appuient sur une affirmation érigée en postulat qui voudrait qu'il y ait convergence entre les intérêts du libéralisme économique et le développement de la démocratie. Le double objectif de cette doctrine est de proposer à un public américain, traditionnellement peu concerné par les affaires extérieures, une cause morale susceptible de le rallier à d'éventuelles interventions et de faire concilier les valeurs occidentales avec les intérêts américains. Par ailleurs, en agglomérant des menaces dont aucune ne pourrait à elle seule être jugée à l'aune du péril soviétique, cette doctrine permet dans l'actuelle période de transition de prendre en compte un maximum d'options et donc de continuer à justifier l'abondance et pour tout dire la redondance des systèmes d'armes. La fin de la guerre froide n'a donc entraîné qu'une rationalisation très partielle des moyens. On peut, par exemple, poursuivre le désarmement nucléaire avec la Russie tout en accordant des fonds pour développer les défenses antimissiles.

La Bottom Up Review.

Proposée en 1993 par le Secrétaire d'Etat Lee Aspin, la *Bottom Up Review* (révision de fond en comble) a consisté à effectuer une analyse globale des menaces auxquelles devraient faire face les Etats-Unis, à définir un scénario d'emploi des forces et à fixer une réorganisation des forces armées américaines. Ce rapport a identifié quatre grandes catégories de menaces :

Les menaces liées aux armes nucléaires et autres armes de destructions massives, englobant les dangers de proliférations nucléaires, biologiques ou chimiques.

_ **Les menaces régionales** : représentées par les velléités d'agressions de puissances régionales menaçant les intérêts américains mais aussi les risques de conflits internes de moindres importances générés par des animosités ethniques ou religieuses, des actions de terrorisme internationales ou des actions de subversions.

_ **Les menaces sur la démocratie** et sur son élargissement.

_ **Les menaces économiques**. La sécurité nationale des Etats-Unis est directement liée au développement, à la compétitivité et à la puissance de son économie.

Le rapport indique que les forces armées américaines ont un rôle prépondérant dans la lutte contre les deux premières catégories de menaces mais qu'elles doivent aussi jouer un rôle significatif dans la lutte contre les deux dernières catégories.

Face à ces menaces le rapport a identifié cinq axes principaux d'effort.

_ **Elargissement des alliances** : il s'agit d'élargir le cercle des alliés.

_ **Elargissement de la communauté des pays démocratiques** : il s'agit par un engagement sélectif de promouvoir l'émergence de régimes démocratiques dans les régions d'influence des pays alliés aux Etats-Unis.

_ **Promotion des accords régionaux de défense** : il s'agit de promouvoir des alliances régionales de sécurité réduisant les probabilités d'agressions par une puissance régionale.

_ **Elargir les traités de réductions nucléaires stratégiques**.

_ **Alléger le poids financier de la Défense** : il s'agit d'identifier et de dégager les potentialités de réductions budgétaires, pour participer à l'investissement économique propre à développer la puissante économie nationale.

Le scénario envisagé dans le rapport a fixé aux forces armées américaines la tâche de pouvoir répondre à deux conflits régionaux ayant chacun une ampleur comparable à celle de la guerre du Golfe. Ceci a conduit à un renforcement notable des moyens de projection entraînant une réduction comparativement nettement inférieure des forces aéronavales par rapport à celle de l'armée de Terre, ainsi qu'à un développement significatif du prépositionnement (en particulier au Moyen-Orient). L'armée américaine représente aujourd'hui un volume de forces équivalent à peu près à 80% ou 85% de ce qu'elle était en moyenne pendant la guerre froide. Cette contraction quantitative s'est accompagnée d'une profonde modification qualitative. L'accent est désormais mis sur la *readiness* : capacité pour les forces armées, les unités, les systèmes d'armes et les équipements de produire les effets pour lesquels ils ont été entraînés ou développés et ce, dans les meilleurs délais. Ce concept se rapproche de la notion française de disponibilité opérationnelle, à ceci près qu'elle concerne tous les niveaux de l'organisation des forces armées : états-majors, logistique, entraînement...

Ce rapport apparaît désormais comme une étape transitoire de reconfiguration temporaire des forces américaines permettant à la fois d'embrasser l'ensemble des risques émergents ou à venir et de préserver le statut des Etats-Unis comme première puissance militaire du monde. Avec *l'enlargement et la Bottom Up Review*, l'administration Clinton a donné une lisibilité aux grandes lignes de sa politique étrangère et s'est dotée de moyens évolutifs de gestion de la conjoncture (la recomposition des forces armées américaines est désormais soumise à des réexamens périodiques quadriennaux *quadriennial defense review*). Parallèlement à ce mora-

toire stratégique en matière de sécurité, le débat intellectuel a tenté de définir les menaces à long terme pour la sécurité des Etats-Unis.

Hégémonie mondiale et notion de *peer competitor*.

Durant la période d'attentisme stratégique, la première administration Clinton avait semblé placer l'économie au centre de la problématique de sécurité. A l'évidence, cette option semblait fortement influencée par l'opinion publique et la politique intérieure américaine. Depuis lors, les différents courants de pensée s'accordent sur un point au moins : en l'absence de menace majeure désignée, les Etats-Unis peuvent s'impliquer à leur totale discrétion dans les affaires du monde à la condition de prévenir l'apparition d'une nouvelle menace globale susceptible de contester leur leadership. La Russie et surtout la Chine sont considérés comme des rivaux potentiellement menaçants, mais le Japon et l'Europe sont aussi désignés. Avant même d'envisager un affrontement militaire, ces analyses soulignent l'inéluctable émergence à terme d'un challenger global (*peer competitor*) susceptible de recréer un monde multipolaire. « Il ne suffit pas d'être le primus inter pares. Il faut être le primus solus... L'ordre mondial et la sécurité nationale imposent aux Etats-Unis de maintenir la primauté qui émerge de la guerre froide. L'effondrement de la bipolarité ne doit pas déboucher sur la multipolarité. L'unipolarité est préférable. ». Cette préservation de la suprématie est formulée dès mars 1992. « Notre premier objectif est de prévenir l'émergence d'un nouveau rival, sur le territoire de l'ex-union soviétique ou ailleurs, qui constituerait une menace comparable à celle de l'Union Soviétique dans le passé... Notre stratégie doit se recentrer pour éviter l'émergence d'un compétiteur global potentiel futur... ». Cette notion de compétiteur issue de l'univers politico-économique se décline aux différents niveaux de la compétence technologique. Il y a trois types de compétiteurs selon qu'ils maîtrisent l'ensemble des compétences (*peer competitor*), seulement certaines d'entre elles (*regional competitor*), ou une technologie spécifique (*niche competitor*). Cette échelle de la compétition technologique se calque sur celle de la conflictualité qui distingue des acteurs globaux, régionaux, locaux ou infra-étatiques.

Il ne suffit pas d'éviter l'émergence d'un compétiteur global « pair » mais aussi de dissuader les compétiteurs « régionaux » et de contrer les compétiteurs de « niche » (perturbateurs étatiques ou infra-étatiques ayant acquis des compétences technologiques particulières).

La notion de *peer competitor* réactivée par les théoriciens de la Révolution dans les Affaires Militaires privilégie de fait les considérations économiques et technologiques. L'adversaire n'est plus défini en terme d'intérêt (politique) mais en terme de capacité (technologique et économique) à contester la suprématie militaire des Etats-Unis.

L'école de la *Revolution in Military Affairs*

Consacré par la guerre du Golfe qui a validé l'importance des technologies militaires émergentes des années 80 (furtivité, précision à longue portée, maîtrise de l'information...) le mouvement de la révolution dans les affaires militaires s'est appuyé à l'origine sur les travaux d'Alvin et Heidi Toffler qui entrevoient après les âges agrarien et industriel, l'avènement d'une troisième ère celle de l'information.

Cette ère annoncée par le tournant technologique de l'après-guerre froide devrait engendrer un bouleversement radical des formes de la guerre justifié du terme de révolution. Les principes essentiels de la RMA sont au nombre de quatre. En premier lieu la « dominance informationnelle » : l'emploi des technologies d'acquisition, de traitement et de diffusion de l'information est admis comme potentiellement décisif dans l'obtention de la victoire. En second lieu, la synergie (*Jointness*) entre les différentes armes doit être systématiquement recherchée, y compris dans la définition et l'acquisition des matériels. En troisième lieu, la maîtrise de l'environnement et l'utilisation des armes de précision à longue portée permettent de se soustraire au combat générateur de pertes. Enfin, prenant acte des progrès de l'industrie civile désormais beaucoup plus compétitive que l'industrie de défense, les forces armées doivent le plus possible utiliser les ressources de la société civile et s'en inspirer en matière d'organisation.

Née en 1993 et initialement dévolue à la tactique et à la stratégie opérationnelle, l'école de la RMA a donné une matérialisation militaire, technologique et économique à la doctrine de *l'enlargement*. Car c'est bien le maintien et l'adaptation de la suprématie des Etats-Unis qui ont constitué les objectifs premiers de l'école de la RMA. Aussi, les partisans de cette école ont théorisé la notion de rival équivalent (*peer competitor*) qui pourrait menacer la suprématie des Etats-Unis, en comblant l'avance technologique dont ils bénéficient actuellement. Si l'école de la RMA insiste avec pertinence sur les implications tactiques de certaines évolutions technologiques, nombre de ses propositions rencontrent de sérieuses réticences outre-Atlantique, à commencer au sein des forces armées. En premier lieu, la poursuite de la RMA est limitée par les préoccupations de l'institution militaire pour les « opérations autres que la guerre » (*operations other than war*) : opérations qui n'impliquent pas l'affrontement entre deux forces organisées. Ceci comprend entre autres les opérations de maintien de restauration ou d'imposition de la paix, les actions humanitaires et de maintien de l'ordre. En second lieu, certaines analyses militaires récentes, promues par la publication des *Joint Force Quarterly*, mettent en évidence le risque de voir une force très spécialisée mais réduite en nombre mise en échec par un agresseur ayant développé des technologies d'informatique « terroriste » de pointe, ou étant capable avec des forces non conventionnelles d'infliger des pertes en hommes et en systèmes d'armes d'autant plus préjudiciables qu'ils seront limités en nombre. Il est toutefois frappant de constater la diffusion du vocabulaire même chez ceux qui récusent la notion même de révolution dans les affaires militaires. Quoi qu'il en soit, en vertu de la redondance, les préceptes de la RMA font déjà l'objet d'expérimentations à tous les niveaux des forces armées américaines, et se matérialisent par le développement et l'acquisition en série limitée de matériels de haute technologie.

L'impasse sur les alliances.

La RMA est donc, de fait, le lieu d'excellence d'exercice du pouvoir dominant (les Etats-Unis) qui se donne pour stratégie d'empêcher l'émergence de tout pouvoir égal. Ceci a conduit à fonder la doctrine de la guerre stratifiée :

- Seuls, les Etats-Unis détiennent la capacité de mener des guerres de troisième génération. Ils doivent accroître leur avance dans ce domaine et empêcher ou freiner l'émergence de tout compétiteur.

- Les pays industrialisés en sont encore au niveau de la guerre industrielle et tout doit être fait pour les restreindre à ce niveau de conception des conflits.

- Tous les autres pays doivent en rester aux moyens de la guerre de conquêtes agraires qui seront éradiquées par la promotion des principes de la démocratie et du libre échange économique.

Cette doctrine, liée à la notion de peer competitor, place sur le même plan toutes les nations disposant d'une base technologique et industrielle suffisamment solide pour envisager l'accès à l'ère informationnelle. Il n'est donc pas étonnant que dans les textes fondateurs de la RMA la notion d'alliance ait été évacuée. La quête de la suprématie techno-informationnelle semblant incompatible avec la stratégie des alliances, les analystes ont, de fait, rapidement identifié deux types de risque :

- L'incompréhension : face à une super puissance mondiale poursuivant une révolution radicale de son outil de défense en l'absence même d'une menace claire, les autres nations et notamment les alliés pourraient se trouver incités à se doter de capacités équivalentes. La poursuite même de la RMA pourrait donc remettre en cause ses propres buts stratégiques. Il pourrait même en résulter une nouvelle course aux armements plus qualitative que quantitative.

- La déstabilisation des alliances : si la RMA doit permettre aux forces armées américaines d'atteindre une suprématie et une autonomie totale, les nations alliées pourraient considérer que les Etats-Unis, libérés de toute dépendance envers ses alliés, constituent la menace majeure. Au travers d'une coopération technologique avec ses alliés, les Etats-Unis pourraient trouver, toutefois, le moyen de poursuivre la RMA d'une façon moins intimidante. Mais ce serait au prix d'une dissémination des nouvelles technologies et des nouveaux concepts, ce qui contribuerait puissamment à l'émergence de challengers potentiels.

De l'alliance à la coalition verticale.

C'est pourquoi au cours des années 94 et 95, à la lumière des crises en cours, un thème nouveau s'est fait jour, celui des coalitions verticales. Cette notion procède d'un nouveau constat : en raison de la diversité des intérêts au sein des alliances, il n'y a plus de menace qui puisse durablement assurer l'engagement de tous les alliés. Les Etats proches (*Like Minded States*), y compris ceux de l'OTAN, ne s'accorderont pas toujours sur les crises futures. Désormais, seules des coalitions ad hoc fourniront les moyens militaires et financiers ou plus souvent, le cautionnement politique nécessaire au règlement des crises. L'alliance est de plus en plus considérée comme un cadre (permanent) qui prépare et facilite la mise en place des coalitions ad hoc (ponctuelles). L'alliance constitue un socle, un support (logistique, interopérabilité) qui permet de monter les coalitions. Dans le futur, les coalitions seront moins larges et moins unifiées que dans la guerre du Golf et plus proches probablement, de la situation qui prévaut en Bosnie.

Les interventions militaires américaines récentes, ont combiné deux modes d'implication : l'engagement direct des forces américaines dans des opérations combinées (coalition horizontale) ou la fourniture à leurs partenaires de contributions spécialisées (coalition verticale). Dans ce dernier cas, les Etats-Unis ont pu

prendre en charge le contrôle de l'espace aérien, l'acquisition et la fourniture du renseignement ainsi que le maillage des réseaux de commandements. Dès lors que les Etats-Unis détiennent de façon presque exclusive la maîtrise du champ de bataille, leurs contributions pourraient devenir de plus en plus informationnelles et les coalitions de plus en plus verticales. On peut imaginer des situations dans lesquelles l'implication des Etats-Unis se limiterait à assurer la fourniture des informations de base et de commandements (*Bitstream*), tandis que les alliés locaux assureraient l'observation humaine, la conduite des opérations et le déclenchement du feu. La coalition verticale présente l'intérêt de réduire à plusieurs titres l'implication américaine. Plus efficace que la guerre à longue portée (*Stand Off Warfare*), la dominance informationnelle qui permet la notion de coalition verticale fournit le moyen de résoudre à zéro ou presque les pertes américaines. En offrant une alternative aux livraisons d'armes, elle permet aussi aux Etats-Unis d'intervenir, au besoin, sans laisser de traces : les mouvements de matériels sont difficilement camouflables et il est toujours possible de remonter les filières. Elle offre surtout des possibilités de contrôles et d'influences :

- Contrairement aux armes, des faisceaux d'octets peuvent tomber sans dommage entre des mains ennemies dans le chaos de la guerre. Par exemple, un système qui fournit des données de ciblage pour des armes guidées de hautes précisions n'a aucune valeur pour une nation qui n'est pas dotée de ce genre de munitions. Surtout, un faisceau d'octets fonctionne un peu comme une centrale électrique que les Etats-Unis peuvent couper quand ils le souhaitent.

- Les informations que les Etats-Unis choisissent de transmettre et la façon dont ils les présentent reflètent la perception américaine du conflit. En d'autres termes, la fourniture sélective des informations contribue à « aligner » les stratégies des alliés.

La stratégie des moyens.

Par analogie avec le parapluie nucléaire, la supériorité technologique des Etats-Unis permet de constituer un parapluie informationnel propre à prévenir les conflits en dissuadant les agresseurs potentiels. A défaut il leur donne la possibilité de conférer aux forces armées américaines un avantage décisif ou de laisser à Washington la liberté de concéder à une coalition ce même avantage décisif. L'alliance devient une institution de contrôle des alliés: en contrepartie de la renonciation des alliés à acquérir certaines capacités technologiques, le leader assure leur protection. Cette option conduisait au choc frontal avec les stratégies de puissance des principaux alliés des Etats-Unis et nécessitait la disparition ou la marginalisation substantielle de leurs capacités de production d'armements. D'une certaine façon il s'agissait d'une pensée héritée de la logique des blocs, où la victoire, notamment industrielle, était conçue comme l'anéantissement de l'autre au nom d'une rationalité économique, censément pure. Toutefois assez vite, les faiblesses de cette tentative de blitzkrieg idéologique sont apparues et des analyses ont souligné le risque non négligeable de réactions en retour de la part des alliés. Une prétention excessive des Etats-Unis risquait de faire naître une volonté de s'affranchir (programme Hélios), en partie au moins, d'une tutelle d'autant moins acceptable qu'elle était cyniquement annoncée à l'avance et mise en oeuvre sans ménagement.

Aussi, rapidement l'idée est née que la préservation du leadership réelle des Etats-Unis passait par un certain partage de la maîtrise technologique de l'information : « Si les Etats-Unis ne veulent pas partager la connaissance, ils inciteraient les autres à concourir. Le partage sélectif de ces capacités n'est pas seulement nécessaire pour la direction des coalitions ; il est aussi la clé du maintien de la supériorité américaine. ». Etant donné qu'une négociation à part égale entre les producteurs américains et leurs alliés (Japon, Europe) est exclue car contradictoire avec la visée hégémonique américaine, on peut donc prévoir que ce sont des systèmes de coalition ad hoc, d'accords industriels au cas par cas, qui vont se développer. Cette offensive multiforme, censée procurer des avantages coopératifs est clairement expliquée par Norman Augustin : « Gagner des marchés en Europe en partageant la technologie et les travaux permet de créer des matériels très compétitifs qui permettent à leur tour de gagner de nouvelles commandes à l'exportation dans le reste du monde. ». Cette évolution industrielle prévisible a une réalité stratégique soulignée par Mr Jean-Paul Hébert : « C'est la mise en oeuvre d'une ligne politique qui vise à préserver dans des formes nouvelles, apparemment plus coopératives, plus éclatées industriellement, moins visiblement cohérentes, une hégémonie sur les processus et les flux de fourniture d'armements, ce qui met évidemment en cause la souveraineté des Etats européens dans leur politique des moyens, donc dans leur libre-arbitre politique. ».

Aux Etats-Unis mêmes, les débats, les controverses et les critiques sur les éléments constitutifs de la pensée stratégique officielle sont tels qu'il est difficile d'imaginer qu'elle puisse constituer en l'état la « grande stratégie » de l'après guerre froide. D'aucuns estiment qu'en l'absence d'une menace clairement identifiée, les rapports de forces en politique intérieure et les réactions de l'opinion publique constituent les facteurs déterminants d'une stratégie oscillant en permanence entre isolationnisme et affirmation du leadership. D'autres estiment que le discours stratégique américain se ressource en permanence et s'enrichit des controverses théoriques et des analyses des crises contemporaines. Quoi qu'il en soit, avec une doctrine qui se présente davantage comme un guide pour l'action circonstancielle que comme une stratégie d'ensemble, la puissance américaine semble en mesure d'étendre encore son hégémonie; en raison notamment de l'inhibition politique du premier de ses *peer competitor* potentiels: l'Europe.

BIBLIOGRAPHIE

_Aspin (Lee), «Report on the Bottom up review», DoD, *Secretary of defense*, octobre 1993.

_Auteurs multiples, «The 1996 RMA essay contest», *Joint force quarterly*, No 15/97, Septembre 1997.

_Auteurs multiples, «La révolution technico-militaire aujourd'hui...et demain», *L'armement*, No 51, Mars 1996.

_Auteurs multiples, «The emerging U.S system-of-system / The third wave : what the Tofflers never told you», *Strategic forum*, No 63/72, Février 1996.

_Cropsey (Seth), «Omniscient, omniprésent, omnipotent: O3», *Defense nationale*, No 04/97, Avril 1997.

_Dees (R.F), «Riding the third wave : the role of government», *Seaford house papers*, 1995.

_de Durand (Etienne), «Stratégies et conflits: l'après demain. Les tribulations de la pensée stratégique américaine », *Politique étrangère*, No 01/1997, Septembre 1997.

_Stavridis (James), «The second revolution», *Joint force quarterly*, No 15/97, Septembre 1997;